

L'Étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire



Lundi 3 mars 2014

Le peuple ukrainien pris en otage par Poutine et les puissances occidentales

Après trois mois de manifestations à Kiev, l'ancien président ukrainien a finalement démissionné la semaine dernière pour se réfugier en Russie. Les manifestants de la place Maïdan, et au-delà, avaient acclamé la chute d'un régime corrompu, au service d'oligarques enrichis par le pillage de l'économie du pays, depuis son indépendance. Ce qui ne les empêchait pas d'ailleurs de rester défiants vis-à-vis des politiciens du nouveau gouvernement, eux aussi largement corrompus et prêts à imposer à la population les nouveaux plans d'austérité exigés par l'Union européenne et le FMI.

Mais l'euphorie qui a suivi la fuite de Ianoukovitch aura été brève ! Le président russe, Vladimir Poutine, en prétendant défendre la population russophone de l'Est de l'Ukraine, a fait sortir ses militaires de leurs bases en Crimée et voter un possible recours à une intervention armée.

Le nouveau gouvernement de Kiev où se côtoient extrême droite et oligarques ayant rivalisé de corruption avec les proches de Ianoukovitch, a pour sa part multiplié les déclarations nationalistes anti-Russes. Il riposte aux bruits de botte de Poutine en ayant mis l'armée ukrainienne en état d'alerte.

S'il est trop tôt pour savoir jusqu'où ira l'escalade militaire, une chose est d'ores et déjà sûre :

l'affrontement avec la Russie éclipse pour l'heure le contenu social que le renversement de Ianoukovitch était en train de prendre.

Après les serviteurs de Poutine, les serviteurs des puissances occidentales veulent étouffer la révolte des travailleurs et de la population contre les ravages de la crise économique provoquée par les oligarques et les affairistes qui ont systématisé la corruption. Reste les rivalités des grandes puissances, côté russe comme occidental, pour contrôler cette région stratégique, qui conduisent aujourd'hui à toutes les surenchères nationalistes et guerrières.

Une partie de la population a réussi à chasser Ianoukovitch. Si tous les travailleurs, qu'ils soient de l'Est ou de l'Ouest de l'Ukraine, s'y mettent ensemble, ils pourront chasser leurs oppresseurs et exploiters, quelles que soient leurs allégeances !

Seule l'intervention des travailleurs, des classes populaires, peut empêcher le pire, pour imposer le respect des droits des peuples et des travailleurs, mettre fin aux privatisations qui ruinent l'économie ukrainienne, ouvrir la voie à une Europe fondée sur la solidarité et la coopération et non la concurrence contre les peuples.

Le pacte de Hollande avec le patronat

Le gouvernement ne jure désormais que par le « *pacte de responsabilité* » proposé aux entreprises. Le pacte en question, c'est 30 milliards d'exonérations de cotisations sociales pour le patronat, qui rejette toute « responsabilité » : pas question de promesses ni de contreparties en matière d'emploi, a expliqué Gattaz, le patron du MEDEF. Au contraire, il ordonne au gouvernement de ne pas « *stresser* » les entrepreneurs, les pauvres !

Ces déclarations patronales n'ont pas empêché le gouvernement d'embarquer les centrales syndicales dans l'arnaque des négociations sur ce pacte à sens unique, qui se sont ouvertes vendredi dernier.

Une partie des centrales syndicales de salariés, CFDT en tête, s'y sont précipitées voyant même dans la première séance « *un bon coup d'envoi* ».

CGT et FO y sont allées en dénonçant le « *marché de dupes* ». Soit. Mais que préparent-elles comme riposte des travailleurs ?

Car ce qui se profile, ce sont de nouveaux sacrifices pour les travailleurs et la poursuite des licenciements. A moins de se donner les moyens, ailleurs que dans les salons des négociations, d'être aussi intransigeants dans la défense de leurs intérêts que les patrons le sont pour défendre les leurs...

Mobilité, flexibilité... ils n'ont qu'à embaucher

La hiérarchie annonce un pic de surcharge à La Garenne bientôt répercuté chez nous. Suite au lancement série de nombreux moteurs, la charge de travail globale diminuerait sur 2014 (on aimerait bien voir ça !), avec une reprise annoncée pour début 2015, déjà repoussée à mi-2015.

Comme d'habitude, pendant le creux, ce sont les prestas qui vont trinquer en premier, suivis de près des inscrits, qui seront « prêtés » à d'autres services (à La Garenne ou Vélizy) pour boucher les trous laissés par les collègues partis avec le PREC.

Être flexible et mobile contre notre volonté, faut pas pousser !

Café en mission : c'est le pompon !

Il a déjà fallu se battre pour avoir 2 bouteilles d'eau par jour et par personne en Espagne, c'est maintenant le café en Finlande qui pose souci : les chefs ont décidé de ne plus rembourser les quelques paquets de café qui permettaient de se réchauffer entre 2 essais. Avec l'amputation de la prime de 175 € sur la dotation des équipements grand froid, pas de quoi être chaud pour bosser au froid !

SAV du licenciement : la direction vend du vent

Les collègues partis avec le PREC parlent de l'accompagnement auquel ils ont eu le droit avant de valider leur départ. Mais malgré ce qui était convenu, le coaching s'est arrêté net dès leur sortie du groupe (ils devaient pourtant être suivis 6 mois). Pour certains, qui ont eu la chance d'en avoir, les formations n'étaient pas celles demandées.

Les patrons font tout pour qu'on prenne la porte, mais la prime bidon et l'accompagnement promis, n'engagent que ceux qui y croient.

Accroc aux départs PREC

La direction nous convie de nouveau à ses ateliers mobilités, on ne compte plus les invitations ! Alors que les « quotas » de départ sont explosés à Carrières, la direction en redemande. Nous, c'est drôle, on est plutôt accroc au remplacement des postes vacants...

À TAAAAABLE !!!

Ce mardi à 11 h la direction prévoit encore d'envoyer sa sirène anti-feu, mais personne ne doit bouger, c'est juste pour nous habituer à la merveilleuse mélodie... pendant 10 minutes ! La direction nous prend vraiment pour des débiles.

En attendant ça casse les oreilles. Si c'est vraiment insupportable, non seulement on quittera notre poste, mais aussi les bâtiments.

Le compte n'est pas bon du tout

Passé maître dans l'art de la manipulation des chiffres, PSA annonce pour 2013 une perte de 2,3 milliards d'euros. Avec un jeu d'écritures de 1,1 milliard pour dépréciation d'actifs, 460 millions de frais de restructuration et de fermeture d'Aulnay, ainsi que 700 millions de frais financiers qui vont aux banques, vu les taux d'intérêt de 7 %...

Si il y a de l'argent pour ça, alors il y en a aussi pour nos salaires.

Sortie de route pour l'emploi

Après CAP 2010, Rebond 2015... Voilà Iznogoud et son « *Back in the race* ». Ce plan stratégique dernier cri annoncé la semaine dernière regorge de projets miracle, mais une chose est sûre : il n'y va pas par quatre chemins. La recette est aussi ferme qu'immuable : récompenses pour les actionnaires et restructurations pour les autres. Tout ça, quelques jours à peine après avoir annoncé la fermeture d'une ligne de montage à Poissy et à Mulhouse.

Ça, pour être original ! « *De retour dans la course* »... aux profits et aux suppressions de postes.

PSA officiellement renfloué par l'État

Officialisée mercredi 19, l'entrée de l'État et du Chinois Dongfeng au capital de PSA suscite chez Montebourg des élans lyriques : il s'agirait d'une « *décision de patriotisme économique et industriel* ». C'est surtout du capitalisme : quelle que soit leur nationalité, ils ne pensent qu'à leur pognon.

Participation au beurre de cacahuètes

Suite au CE du 27 février, on apprend que nous toucherons 0 € de prime d'intéressement mais tout de même 23 € de participation, quelle générosité ! Cette fameuse participation aux bénéfices de l'entreprise n'est indexée que sur... les bénéfices réalisés sur le territoire. Preuve que PSA fait des bénéfices en France et que pour ceux réalisés ailleurs on n'en touche pas un rond !

Quand on est un voleur, on est souvent menteur.

À Renault Lardy, les AGS, ça ne passe pas !

Le 21 février, 130 salariés de Renault Lardy ont débrayés pour exiger des augmentations décentes.

Renault comme PSA engrangent des milliards, ceux de Renault ont bien raison de réclamer leur dû.

Escalade du chômage

8 900 chômeurs de plus en janvier et un nouveau record battu. Après une succession de hausses vertigineuses il y aura bien des mois où la courbe fléchira un peu. Quitte à tricher sur les statistiques pour que Hollande puisse crier victoire !